



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1369

21 décembre 2018

- **La plateforme GARR encourage « des actions fortes » en vue d'une meilleure gestion de la migration**
- **Troisième groupe de migrants haïtiens de retour volontaire du Chili**
- **Le service de la dette, deuxième priorité gouvernementale dans le projet de budget 2018-2019**
- **Santé : Haïti a connu des avancées dans la planification familiale, selon le rapport 2018 des Nations Unies sur la population mondiale**

>> La plateforme GARR encourage « des actions fortes » en vue d'une meilleure gestion de la migration

L'ancien directeur C'est le souhait, exprimé par la plateforme Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR), à l'occasion de la journée internationale des migrants, le mardi 18 décembre. Elle exhorte les autorités en Haïti à joindre la parole aux actes, « en mettant en œuvre des mécanismes clairs et adaptés ». Il faut des dispositions institutionnelles contre les facteurs négatifs et les problèmes structurels, qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine. Le Garr critique la lenteur de l'administration du président Jovenel Moïse et du premier ministre Jean-Henry Céant à améliorer les conditions de vie des pauvres, surtout celles et ceux qui sont de potentiels migrants. La question des documents d'identité et de la traite de personnes dans le cadre des migrations internationales, constitue deux phénomènes sous-jacents à la migration haïtienne irrégulière, souligne la plateforme GARR. Le chancelier haïtien, Bocchit Edmond, a appuyé totalement les objectifs énoncés

dans le « Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières », lors de la conférence intergouvernementale de Marrakech au Maroc, le 10 décembre 2018, 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits humains. L'adhésion d'Haïti à ce Pacte mondial, adopté par plus de 150 gouvernements, devrait être plutôt un signe clair de l'engagement du gouvernement à gérer la migration avec plus de responsabilités. Les promesses de Jovenel Moïse, de fournir à tous les migrants haïtiens des documents d'identité, surtout ceux et celles qui vivent en République Dominicaine, sont quasi-stériles, fustige le GARR. La démission, le 10 décembre, du président du Comité de lutte contre la traite de personne, (organe d'orientation pour l'application de la Loi de juin 2014 sur la traite de personnes en Haïti) constitue un coup dur pour les militants qui s'acharnent à combattre ce phénomène dans le pays, regrette l'organisme haïtien de défense des droits des migrants.

>> Troisième groupe de migrants haïtiens de retour volontaire du Chili

Après avoir ramené, en novembre en Haïti, deux groupes de ressortissants, le gouvernement chilien a procédé, le 17 décembre, au troisième embarquement des immigrants haïtiens. Le Chili avait mis sur pied, en octobre 2018, le « plan de retour humanitaire commandé », pour les immigrants. Un groupe de 175 haïtiens ont embarqué pour Haïti à bord du même avion militaire qui avait fait les deux premiers voyages. « Il y a beaucoup de citoyens haïtiens vivant au Chili, qui ne s'y sont pas habitués. Même si beaucoup d'entre eux ont obtenu leur visa de résidence temporaire,

ils ont préféré retourner volontairement dans leur pays », a déclaré le sous-secrétaire du ministère de l'intérieur chilien, Rodrigo Ubilla. Sur 2 000 personnes enregistrées, il en reste environ 1 500 à ramener en Haïti. Suivant les modalités et les conditions de ce programme, ceux qui ont été ramenés chez eux, ne devront pas retourner au Chili dans les 9 prochaines années (jusqu'en 2027). Selon les données du gouvernement, le Chili compte actuellement environ 1 090 000 immigrants, les plus nombreux étant les Vénézuéliens, les Péruviens, les Haïtiens et les Colombiens. Le « plan

de retour humanitaire commandé » n'est pas conçu exclusivement pour les haïtiens. Dans ce plan de retour volontaire, le gouvernement chilien compte

48 ressortissants de Colombie, 10 du Venezuela, 8 de l'Équateur, 9 de la République Dominicaine, 5 de Cuba et 1 du Pérou.

>> Le service de la dette, deuxième priorité gouvernementale dans le projet de budget 2018-2019

« On s'endette beaucoup plus pour financer le budget », désapprouve l'économiste Kesner Pharel, président du Group Croissance. Il critique l'augmentation de la dette, deuxième priorité gouvernementale dans le projet de budget de l'exercice fiscal 2018/2019. La dette externe y est passée de 5 à 13 milliards de gourdes. De plus, la rubrique « financement » a augmenté dans le projet de budget, passant de 21 milliards à 29,6 milliards de gourdes. Vu que les dons ainsi que les ressources domestiques diminuent depuis environ 10 ans, ce sont les prêts qui ont augmenté dans le projet de nouveau budget. Haïti a déjà une dette à hauteur de 3,8 milliards de dollars américains, en ce qui concerne le programme PetroCaribe, rappelle K. Pharel. Le service de la dette, évaluée à 21,5 milliards de gourdes, a une meilleure allocation par rapport au Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, budgétisé à 19,97 milliards de gourdes. Quoi qu'il en soit, certains postes budgétaires sont mieux pourvus dans le projet de loi des finances 2018-2019, soumis au parlement par le gouvernement, le 11 décembre. Le Ministère de la santé publique et de la population est budgétisé à hauteur de 12,3 milliards de gourdes, salue l'économiste qui pense, toutefois, « qu'on peut faire mieux ». Dans ce projet de budget, il est prévu une augmentation considérable (de près de

45%) des recettes douanières, estimées à 35,5 milliards de gourdes. « C'est une bonne avancée, en regard de la contrebande qui règne sur les frontières haïtiano-dominicaines », estime-t-il. La tendance est renversée, mais reste inquiétante avec la détérioration de l'environnement économique, marqué par la baisse accélérée du taux de change à 78 gourdes pour 1 dollar américain, affirme-t-il. Depuis l'année 2014, l'économie haïtienne n'a pas dépassé la barre de 1,5% de croissance, correspondant à un taux minimal de croissance démographique. De 1994 à 2000, Haïti n'a utilisé qu'un seul budget durant 5 ans, tandis qu'en 2018, 4 budgets ont été mis sur la table, regrette Kesner Pharel. Il invite les autorités concernées à porter des modifications dans les dépenses courantes, en particulier, pour ainsi investir plus d'argent dans le social. Le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire dénonce la maigre enveloppe, soit moins de 2 milliards de gourdes, allouée par ce budget à l'exécutif au système judiciaire. Au lendemain du dépôt, au parlement, du projet de budget 2018-2019, le député Abel Descolines a annoncé l'intention du bloc d'opposition à la chambre basse de bloquer le processus de vote, au cas où les fonds prévus dans l'actuel budget en faveur des communes, ne sont pas décaissés.

>> Santé : Haïti a connu des avancées dans la planification familiale, selon le rapport 2018 des Nations Unies sur la population mondiale

Haïti se trouve parmi environ 30 pays qui présentent un taux de 2,5 à 3,9 enfants par femme. Aujourd'hui, seulement 43 pays maintiennent une fécondité de 4 enfants ou plus par femme, alors que 85 pays ont seulement un taux de fécondité de 2 enfants ou moins par femme. C'est ce qu'a rapporté l'Azerbaïdjanais Ramiz Alakbaroz, Directeur de la division des politiques et stratégies du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), lors de la présentation du rapport sur l'Etat de la population mondiale pour l'année 2018, le 13 décembre 2018, à Port-au-Prince. Haïti a connu la transition la plus importante dans la région de l'Amérique latine, allant de 3,9 en 2005 à 3 enfants par femmes en 2018. Cette transition s'explique au niveau de l'éducation, qui définit le pouvoir du choix, fait remarquer R. Alakbaroz. Cependant, Haïti fait

également face à de nombreuses faiblesses au niveau de la mortalité maternelle (la plus importante dans la région) soit 529 décès sur 100 000 et de la mortalité infantile, à cause du manque d'infrastructures et de services publics. Depuis l'année 2006, les autorités sanitaires ont maintenu une stratégie de repositionnement de la planification familiale, dans le cadre de la réforme du système sanitaire en Haïti, rappelle, pour sa part, le chef de cabinet au Ministère de la santé publique et de la population (MSPP), Dr. Roody Mentor. La directrice générale au ministère, Dre. Myrtho René, a signalé combien les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles, notamment le Sida, sont également des résultantes de la violence faite aux femmes.

A lire également :

- Le Cardh réclame une prise en charge humanitaire en faveur des familles victimes du massacre de La Saline (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23896>);
- Choléra en Haïti : Le Brésilien Ricardo Seitenfus éclabousse les Nations unies avec son nouveau livre (<https://lenouvelliste.com/public/article/196161/cholera-ricardo-seitenfus-eclabousse-les-nations-unies-avec-son-nouveau-livre>).